ML. - 1 - L. 4660/2.

Bureau Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 26 février 1955, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 30 juillet 1938, concernant l'usage des langues à l'Armée", et le 9 mars 1955 sur des amendements à ce projet, a donné le 20 avril 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 26e Februari 1955 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 30 Juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het Leger", en de 9e Maart 1955 over amendementen op dat ontwerp, heeft de 20e April 1955 het volgend advies gegeven :

L'article 3 du projet remplace l'article 3 de la loi du 30 juillet 1938 par une disposition qui fixe le programme de l'épreuve sur la connaissance effective de la seconde langue, imposée aux candidats sous-lieutenants.

La précision avec laquelle est déterminé ce programme rend superflu le membre de phrase de l'alinéa 1er qui explique le but poursuivi par cette épreuve.

L'expression "gendarmerie nationale", qui figure à l'alinéa 1er, a été abandonnée dans le projet de loi sur la gendarmerie (Doc.Sénat 1952-1953, n° 14) qui recourt à la dénomination "gendarmerie".

Les termes "examen définitif pour la nomination par la voie du cadre" qui reviennent à plusieurs reprises dans l'article 3, ainsi que dans d'autres dispositions du projet (article 5, insérant un article 4 bis, article 8 remplaçant l'article 7), sont à la fois incorrects et imprécis.

Incorrects parce que l'examen pour l'accession au grade de sous-lieutenant ou au grade équivalent par la voie du cadre comporte en réalité deux épreuves : une épreuve littéraire et scientifique et une épreuve professionnelle (loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, article 7, 2°, b; arrêté royal du 29 avril 1954 relatif au recrutement des officiers d'active par la voie du cadre).

Imprécis parce que l'épreuve professionnelle se divise généralement en :
1° un cycle de formation;
2° un stage;
3° une épreuve professionnelle finale.

.../...

Or, il résulte des autres articles du projet et notamment de l'article 5 qui insère un article 4 bis dans la loi, qu'il faut entendre par examen définitif de sous-lieutenant ou du grade équivalent par la voie du cadre, l'épreuve professionnelle finale. Il conviendrait, dès lors, de substituer aux mots "examen définitif" les termes "épreuve professionnelle finale".

\+

\+ \+

L'article 4 du projet remplace l'article 4 de la loi du 30 juillet 1938.

La nouvelle disposition établit le programme de l'épreuve linguistique imposée aux candidats sous-lieutenants du service de santé, du service vétérinaire et du service financier ainsi qu'aux candidats sous-lieutenants chefs de musique. Elle omet de préciser à quel moment cette épreuve devra être subie.

D'autre part, l'article 5 du projet qui insère dans la loi un article 4 bis dispose que la cote obtenue à l'épreuve linguistique intervient pour l'établissement de la moyenne générale attribuée au candidat.

Il suit de là que l'épreuve linguistique fait partie de l'épreuve professionnelle. Ce point devrait ressortir de la rédaction de l'article 4.

Cet article devrait être rédigé comme suit :

"Article 4.-

L'épreuve d'aptitude pour la nomination au grade de sous-lieutenant du service de santé, de sous-lieutenant du service vétérinaire et de sous-lieutenant

.../...

chef de musique, ainsi que l'épreuve professionnelle finale pour la nomination au grade de sous-lieutenant du service financier, comportent une épreuve sur la connaissance effective de la langue pour laquelle le candidat n'a pas subi l'épreuve sur la connaissance approfondie par application de l'article 2.

Cette épreuve comprend :

(la suite comme au projet du Gouvernement, sous réserve du 2° in fine qui serait mieux rédigé comme suit : "faire une allocution devant la troupe ou le cadre, sur un sujet donné, en rapport avec le service auquel il se destine".)".

\+

\+ +

L'article 5 du projet insère dans la loi du 30 juillet 1938 un article 4 bis.

L'alinéa 4 de cet article dispose que le candidat qui a subi un second échec à l'épreuve linguistique "est tenu de représenter, selon le cas, l'examen de sortie, à l'Ecole royale militaire (division "Toutes armes"), l'examen de passage à l'école d'application (Division "Polytechnique" de l'Ecole royale militaire) ou l'examen définitif de sous-lieutenant, d'aspirant de marine ou d'aspirant technicien par la voie du cadre".

Il résulte toutefois de l'alinéa 1er de l'article, qu'il est appelé à s'appliquer tant aux candidats sous-lieutenants du service de santé, aux candidats sous-lieutenants du service vétérinaire et aux candidats sous-lieutenants chefs de musique, qu'aux autre candidats au grade de sous-lieutenant et aux grades équivalents.

.../...

A cet égard il est perdu de vue que pour accéder au grade de sous-lieutenant du service de santé, de sous-lieutenant du service vétérinaire et de sous-lieutenant chef de musique, les candidats ne sont pas astreints à suivre les cours et à subir un examen à l'Ecole royale militaire, ni à subir un examen de sous-lieutenant par la voie du cadre.

Ces candidats doivent subir des épreuves d'aptitude appropriées à leur spécialité (loi du 15 septembre 1924, article 7, c, en ce qui concerne les candidats sous-lieutenants du service de santé et candidats sous-lieutenants du service vétérinaire; loi du 28 juillet 1922 en ce qui concerne les candidats sous-lieutenants chefs de musique).

Il devrait être tenu compte de cette situation dans la rédaction de l'alinéa 4 de la disposition qui formera l'article 4 bis.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger cet alinéa comme suit :

"En cas d'échec à cette seconde épreuve, le candidat est tenu de représenter, selon le cas, l'examen de sortie de l'Ecole royale militaire (division :"Toutes armes"), l'examen de passage à l'Ecole d'application (division polytechnique de l'Ecole royale militaire), l'épreuve professionnelle finale pour la nomination au grade de sous-lieutenant, d'aspirant de marine ou d'aspirant technicien par la voie du cadre, ou l'épreuve d'aptitude pour la nomination au grade de sous-lieutenant du service de santé, du service vétérinaire ou de sous-lieutenant chef de musique".

\+

\+ \+

.../...

L'article 6 du projet remplace l'article 5 de la loi du 30 juillet 1938 par une nouvelle disposition. Le § 2 de celle-ci, tel qu'il a été amendé, est conçu comme suit : "L'épreuve prévue ci-dessus fait partie de l'ensemble des épreuves auxquelles les candidats majors, les candidats capitaines de corvette ou les candidats capitaines techniciens sont soumis. Elle est subie au cours de la période pendant laquelle les épreuves professionnelles ont lieu".

En ce qui concerne les candidats au grade de major ou au grade équivalent, il convient d'observer qu'il y a deux catégories de candidats, à savoir les officiers brevetés d'état-major et les officiers non brevetés d'état-major.

Le § 1er prévoit que tous les candidats doivent subir l'épreuve linguistique.

Pour les officiers de la première catégorie, l'épreuve linguistique est une épreuve indépendante;elle ne fait pas partie de "l'ensemble des épreuves", puisque les officiers brevetés d'état-major sont dispensés de subir les épreuves professionnelles (loi du 15 septembre 1924 sur la position et l'avancement des officiers, article 12, alinéa 2; loi du 14 juin 1951 sur la position et l'avancement des officiers de la force navale, article 36).

Par contre, pour les officiers de la seconde catégorie, l'épreuve linguistique fera, selon le projet, partie de"l'ensemble des épreuves". Il en résultera que l'épreuve linguistique ne sera pas indépendante des épreuves professionnelles. Dès lors, le candidat qui

.../...

aura réussi l'épreuve linguistique, mais qui n'aura pas obtenu la moyenne générale requise, sera néanmoins tenu de représenter cette épreuve lorsqu'il subira la seconde fois l'examen de major, de capitaine de corvette ou de capitaine technicien.

Il conviendrait d'éviter cette différence de traitement entre les officiers brevetés d'état-major d'une part, et les officiers non brevetés d'état-major d'autre part.

A cet effet, il suffirait de supprimer la première phrase du § 2. Cette suppression n'affecterait en rien le but principal poursuivi par le Gouvernement, à savoir que l'épreuve linguistique soit subie au cours de la période pendant laquelle les épreuves professionnelles ont lieu.

D'autre part, il serait souhaitable de préciser l'époque à laquelle les officiers brevetés d'état-major doivent présenter l'épreuve linguistique.

Le Conseil d'Etat est d'avis que,compte tenu des observations qui précèdent, le § 2 de l'article 5 nouveau devrait être rédigé comme suit :

"§ 2. L'épreuve prévue ci-dessus est subie au cours de la période pendant laquelle les épreuves professionnelles ont lieu.

Cette épreuve doit être subie par les officiers dispensés de subir les épreuves professionnelles aux mêmes époques que les candidats de même ancienneté qui n'en sont pas dispensés".

\+

\+ \+

.../...

L'article 8 du projet tend à remplacer l'article 7 de la loi du 30 juillet 1938.

La nouvelle disposition règle la manière dont les officiers pourront justifier de la connaissance approfondie de la seconde langue. Cette justification pourra se faire de deux façons : soit en produisant des diplômes ou certificats attestant que l'intéressé a suivi des cours dans la seconde langue, soit en subissant une épreuve sur la connaissance approfondie de cette langue.

Le nouvel article 7, § 1er, considère comme ayant une connaissance approfondie de la langue "ceux qui sont porteurs d'un diplôme de l'enseignement moyen du degré supérieur ou d'un diplôme de l'enseignement normal moyen suivi dans cette langue".

Cette disposition manque de la précision indispensable en une telle matière et est rédigée en termes inadéquats. Les études moyennes donnent, suivant les matières enseignées, ouverture à délivrance de plusieurs certificats. Suffit-il d'un simple certificat délivré par l'établissement dans lequel les études moyennes du degré supérieur ont été faites ou convient-il d'entendre par diplôme de l'enseignement moyen du degré supérieur un des différents certificats d'études moyennes, homologué, agréé ou délivré par le jury constitué par le Roi, conformément à la législation sur la collation des grades académiques ou à l'arrêté royal du 5 mai 1953 portant les conditions d'admission aux examens de candidat en sciences commerciales et le règlement organique du jury chargé d'agréer les certificats d'humanités modernes (section économique) et de procéder à l'épreuve préparatoire à la candidature en sciences commerciales.

.../...

En ce qui concerne l'enseignement normal moyen, faut-il être porteur du diplôme de professeur agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, ou suffit-il d'être porteur du diplôme d'aspirant professeur agrégé délivré à ceux qui ont subi avec succès l'épreuve pour le passage de la première à la seconde année d'études.

Cela devrait être clairement précisé.

Il convient en outre de se demander s'il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de considérer comme ayant la connaissance approfondie de l'autre langue les porteurs de diplômes et de certificats d'études supérieures délivrés par les universités, par les établissements assimilés aux universités ou par les jurys constitués par le Gouvernement. Il arrive en effet que des étudiants changent de régime linguistique en accédant à l'enseignement supérieur. Dans l'affirmative le § 1er de l'article 7 devrait être complété. La durée d'études requise devrait en outre être précisée.

Quant au § 2, le Conseil d'Etat propose les quelques modifications de forme qui résultent du texte ci-après :

" § 2. L'épreuve sur la connaissance approfondie de la seconde langue prévue au § 1er, 4°, est passée :

1° soit lors de l'examen de sortie de l'Ecole royale militaire (division "Toutes armes"), de l'examen de passage à l'Ecole d'application (division "polytechnique" de l'Ecole royale militaire), de l'épreuve professionnelle finale pour la nomination au grade de sous-lieutenant, d'aspirant de marine ou d'aspirant technicien par la voie du cadre, ou de l'épreuve d'aptitude pour la nomination au grade de sous-lieutenant du service de santé, du service vétérinaire ou de sous-lieutenant chef de musique;

.../...

2° soit au cours de la carrière de l'officier.

Cette épreuve comprend :

1° trois parties écrites :

a) l'analyse d'un texte d'un des auteurs modernes figurant au programme de la classe de première des athénées royaux du régime linguistique considéré;

b) le résumé d'un texte dont la lecture a été faite;

c) la traduction d'un texte rédigé dans l'autre langue nationale.

2° deux parties orales :

a) un exposé de trente minutes sur un sujet déterminé en tenant compte de la spécialisation du candidat, après une préparation d'une heure durant laquelle il dispose d'une documentation rédigée dans la langue de l'examen;

b) une conversation de trente minutes se rapportant d'abord à l'exposé qu'il vient de donner et ensuite à un texte que le candidat aura lu à haute voix.

Chaque partie a le même coefficient d'importance. Satisfont à l'épreuve les candidats qui obtiennent au moins les deux cinquièmes des points pour chaque partie et la moitié des points pour l'ensemble".

\+

\+ \+

.../...

Dans sa rédaction actuelle, l'article 31 de la loi du 30 juillet 1938 dispose :

"Article 31.-

Nul ne peut être nommé examinateur permanent ou temporaire à l'Ecole royale militaire s'il ne justifie pas par son diplôme ou par un examen à organiser par arrêté royal, de sa connaissance approfondie de la langue dans laquelle les récipiendaires doivent être interrogés".

L'article 12 du projet tend à supprimer dans cet article les mots "à organiser par arrêté royal" pour la raison qu'en donne l'exposé des motifs. L'organisation de l'épreuve sur la connaissance approfondie de la seconde langue étant réglée à l'article 8 du projet, il devient en effet inutile de maintenir dans la loi une disposition chargeant le Roi de cette tâche. Cet article gagnerait en précision si les mots "par un diplôme ou par un examen à organiser par arrêté royal " étaient remplacés par un renvoi à l'article 7 nouveau de la loi (article 8 du projet).

Ce raisonnement devrait toutefois conduire à une modification de l'article 11 de la loi du 30 juillet 1938.

Aux termes de cet article :

.../...

"Nul ne peut être désigné comme directeur des études, professeur, répétiteur, chargé de cours ou inspecteur des études à l'Ecole royale militaire s'il n'a justifié, par un examen ou par ses diplômes, de la connaissance approfondie de la langue de la division qu'il dirige ou du cours qu'il professe".

Cet article a toujours été interprété comme conférant au Roi le pouvoir d'organiser l'examen qu'il prévoit et le Roi a pour la dernière fois fait usage de ce pouvoir en prenant l'arrêté royal du 5 août 1954.

Comme cet examen se trouvera, lui aussi, réglé à l'avenir par l'article 8 du projet, il serait souhaitable de modifier l'article 11 de la loi du 30 juillet 1938, de manière à faire ressortir expressément la modification implicite dont l'article fait l'objet.

A cette fin un article rédigé comme suit devrait être inséré à la suite de l'article 9 du projet.

"Article 10.-

L'article 11 de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 11.-

Nul ne peut être désigné comme directeur des études, professeur, répétiteur, chargé de cours ou inspecteur des études à l'Ecole royale militaire s'il n'a justifié de la manière prévue à l'article 7 de la connaissance approfondie de la langue de la division qu'il dirige ou du cours qu'il professe.

.../...

L'organisation des laboratoires, musées et moyens didactiques de l'école est bilingue".

Quant au nouvel article 31 dont le projet prévoit l'insertion dans la loi de 1938,il ne se réfère, comme la disposition qu'il vise à remplacer, qu'aux examinateurs de l'Ecole royale militaire.

Or, en vertu d'une interprétation constante appuyée sur les travaux préparatoires de la loi de 1938 (cf.Chambre des Représentants,Annales, séance du 29 juin 1938, p. 2089) l'application de l'article a été étendue à tout membre de jury d'examen. (voir notamment l'arrêté royal du 5 août 1954).

Il s'indique de saisir l'occasion qu'offre le présent projet pour étendre expressément le champ d'application de l'article 31 aux membres des jurys d'examen en général.

Le texte ci-après y pourvoirait :

"Article 31.-

Nul ne peut être nommé examinateur permanent ou temporaire à l'Ecole royale militaire ou membre d'un jury d'examen s'il ne justifie pas de la manière prévue à l'article 7,de la connaissance approfondie de la langue dans laquelle les récipiendaires doivent être interrogés".

\+

\+ \+

L'article 14 du projet fixe la date d'entrée en vigueur des articles 2, 2°, 6 et 9 du projet au 1er janvier de la deuxième année civile qui suit celle au cours de laquelle la présente loi est promulguée.

.../...

Le Conseil d'Etat se demande si les mots "est promulguée" correspondent exactement aux intentions du Gouvernement.

D'après l'exposé des motifs, on entend plutôt se référer à la publication de la loi. Dans ce cas, le texte devrait être adapté.

+

\+ +

Enfin la numérotation des articles 10 à 14 du projet devrait être revue s'il est donné suite à la suggestion formulée ci-avant d'insérer à la suite de l'article 9 un article remplaçant l'article 11 de la loi du 30 juillet 1938.

Artikel 3 van het ontwerp vervangt artikel 3 van de wet van 30 Juli 1938 door een bepaling, waarbij het programma van het door de candidaat-onderluitenants af te leggen examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal wordt vastgesteld.

Dit programma is omstandig genoeg bepaald om de passus in het eerste lid, die het doel van dat examen verklaart, overbodig te maken.

In de Franse tekst van het eerste lid wordt gebruik gemaakt van de uitdrukking "gendarmerie nationale", welke in het ontwerp van wet betreffende de Rijkswacht (Doc.Senaat 1952-1953, nr 14) werd afgewezen en door de term "gendarmerie" vervangen.

De woorden "eindexamen voor de benoeming, langs het kader", die herhaaldelijk voorkomen in artikel 3 en ook in andere artikelen van het ontwerp (artikel 5 tot invoeging van een artikel 4 bis, artikel 8 tot vervanging van artikel 7), zijn zowel onnauwkeurig als onduidelijk.

Onnauwkeurig, daar het examen voor toelating tot de graad van onderluitenant of tot de gelijkwaardige graad langs het kader feitelijk uit twee gedeelten bestaat : een letterkundig en wetenschappelijk gedeelte en een gedeelte over vakkennis (wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, artikel 7, 2°, b; koninklijk besluit van 29 April 1954 betreffende de werving van officieren van het actief kader langs het kader).

.../...

Onduidelijk omdat het gedeelte over de vakkennis over het algemeen ingedeeld is in :

1° een cyclus tot opleiding ;

2° een proeftijd ;

3° een eindvakexamen.

Volgens de overige artikelen van het ontwerp echter en met name volgens artikel 5, dat in de wet een artikel 4 bis invoegt, moet onder eindexamen voor onderluitenant of voor de gelijkwaardige graad langs het kader worden verstaan het eindvakexamen. Derhalve ware het raadzaam, de term "eindexamen" te vervangen door "eindvakexamen".

\+

\+ \+

Artikel 4 van het ontwerp vervangt artikel 4 van de wet van 30 Juli 1938.

Het nieuwe artikel bepaalt het programma van het taalexamen voor candidaat-onderluitenants van de gezondheidsdienst, de dierenartsenijdienst en de financiële dienst en ook voor candidaat-onderluitenants-kapelmeester. Het zegt evenwel niet op welk tijdstip dat examen dient afgelegd.

Anderzijds komt volgens artikel 5 van het ontwerp, dat in de wet een artikel 4 bis invoegt, het in het taalexamen behaalde puntencijfer in aanmerking voor de vaststelling van het aan de candidaat toe te kennen algemeen gemiddelde puntencijfer.

Daaruit volgt dat het taalexamen van het vakexamen deel uitmaakt. Dit zou uit de tekst van artikel 4 moeten blijken.

Dat artikel ware als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

Het examen over de bekwaamheid voor benoeming tot de graad van onderluitenant van de gezondheidsdienst, van onderluitenant van de dierenartsenijdienst en van onderluitenant-kapelmeester, alsook het eindvakexamen voor de benoeming tot de graad van onderluitenant van de financiële dienst omvatten een gedeelte over de wezenlijke kennis van de taal waarvoor de candidaat het examen over de grondige kennis bij toepassing van artikel 2 niet heeft afgelegd.

Dit examengedeelte bestaat uit :

... (voorts zoals in het ontwerp van de Regering, behoudens het slot van 2°, dat beter als volgt wordt gelezen : "over een opgegeven onderwerp met betrekking tot de dienst waartoe hij zich voorbereidt, een toespraak voor de troep of het kader moet houden") ".

\+

\+ \+

Artikel 5 van het ontwerp voegt in de wet van 30 Juli 1938 een artikel 4 bis in.

Volgens het vierde lid van dit artikel moet de candidaat, die een tweede maal op het taalexamen werd afgewezen, volgens het geval , het eindexamen aan de Koninklijk Militaire School (afdeling "Alle Wapens"),

.../...

het examen voor overgang naar de applicatieschool ("Polytechnische" afdeling van de Koninklijke Militaire School) of het eindexamen voor het verkrijgen van de graad van onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus langs het kader opnieuw afleggen.

Uit het eerste lid van dat artikel blijkt echter dat het toepassing zal vinden zowel ten aanzien van de candidaat-onderluitenants van de gezondheidsdienst, de candidaat-onderluitenants van de dierenartsenijdienst en de candidaat-onderluitenants-kapelmeester als ten aanzien van de overige candidaten voor de graad van onderluitenant en voor de gelijkwaardige graden.

Hier is uit het oog verloren dat de candidaten, om tot de graad van onderluitenant van de gezondheidsdienst, van onderluitenant van de dierenartsenijdienst en van onderluitenant-kapelmeester te worden toegelaten, niet verplicht zijn aan de Koninklijke Militaire School de lessen te volgen en een examen af te leggen, noch een examen van onderluitenant langs het kader af te leggen.

Die candidaten moeten de bekwaamheidsexamens van hun specialiteit afleggen (wet van 15 September 1924, artikel 7, c, ten aanzien van de candidaat-onderluitenants van de gezondheidsdienst en van de candidaat-onderluitenants van de dierenartsenijdienst ; wet van 28 Juli 1922 ten aanzien van de candidaat-onderluitenants-kapelmeester).

Met deze toestand zou rekening moeten worden gehouden in de tekst van het vierde lid van de bepaling welke artikel 4 bis zal zijn.

.../...

De Raad van State stelt de volgende lezing voor dat lid voor :

"In geval van afwijzing bij dit tweede examen, moet de candidaat, naar gelang van het geval, het eindexamen aan de Koninklijke Militaire School (afdeling "Alle Wapens"), het examen voor overgang naar de applicatieschool (polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School), het eindvakexamen voor de benoeming tot de graad van onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus langs het kader of het examen over de bekwaamheid voor de benoeming tot de graad van onderluitenant van de gezondheidsdienst, van de dierenartsenijdienst of van onderluitenant-kapelmeester opnieuw afleggen ".

\+

\+ \+

Artikel 6 van het ontwerp vervangt artikel 5 van de wet van 30 Juli 1938 door een nieuwe bepaling. De tweede paragraaf van deze bepaling, zoals zij geamendeerd is, luidt als volgt : "Het hiervoren voorgeschreven examen behoort tot het geheel der examens waaraan de candidaat-majoors, de candidaat-korvetkapiteins of de candidaat-kapiteins-werktuigkundigen onderworpen worden. Het wordt afgelegd tijdens de periode waarin de vakexamens geschieden".

Wat betreft de candidaten voor de graad van majoor of voor de gelijkwaardige graad weze opgemerkt, dat er twee categorieën zijn, namelijk de officieren die wel, en de officieren die geen stafbrevethouder zijn.

Volgens paragraaf 1 moeten alle candidaten het taalexamen afleggen.

Voor de officieren van de eerstgenoemde categorie is het taalexamen een afzonderlijk examen; het maakt geen deel uit van de "gezamenlijke examens", aangezien de officieren die stafbrevethouder zijn, van de vakexamens zijn ontslagen (wet van 15 September 1924 betreffende de stand en de bevordering der officieren, artikel 12, tweede lid; wet van 14 Juni 1951 op de stand en de bevordering van de officieren van de zeemacht, artikel 36).

Daarentegen zal, volgens het ontwerp, voor de officieren van de andere categorie het taalexamen van de "gezamenlijke examens" deel uitmaken. Daaruit volgt dat het taalexamen niet losstaat van de vakexamens. De candidaat die het taalexamen met goed gevolg heeft afgelegd maar het vereiste gemiddeld aantal punten niet heeft behaald, zal dus verplicht zijn opnieuw voor dit taalexamen op te komen, wanneer hij het examen voor majoor, korvetkapitein of kapitein-werktuigkundige opnieuw aflegt.

Het ware wenselijk deze ongelijkheid in de behandeling van de officieren die wel en de officieren die geen stafbrevethouder zijn op te heffen.

.../...

Daartoe kan men volstaan met het schrappen van de eerste volzin van § 2. Daardoor zou het voornaamst oogmerk van de Regering hoogenaamd niet in het gedrang komen, namelijk dat het taalexamen zou worden afgelegd tijdens de periode waarin de vakexamens plaats vinden.

Voorts ware het raadzaam, nader te bepalen op welk tijdstip de officieren die stafbrevethouder zijn, zich voor het taalexamen moeten aanmelden.

De Raad van State adviseert, met inachtneming van het zoëven opgemerkte, de tweede paragraaf van het nieuw artikel 5 als volgt te lezen :

" § 2. Bovengenoemd examen wordt afgelegd tijdens de periode waarin de vakexamens plaats hebben.

Dit examen moet door de officieren, die van de vakexamens zijn ontslagen, op dezelfde tijdstippen worden afgelegd als door de candidaten met dezelfde anciënniteit die daarvan niet ontslagen zijn".

\+

\+ \+

Artikel 8 van het ontwerp strekt tot vervanging van artikel 7 van de wet van 30 Juli 1938.

.../...

Het nieuw artikel regelt de wijze waarop de officieren het bewijs van de grondige kennis van de tweede taal kunnen leveren. Dit kan op twee wijzen gebeuren : hetzij door het overleggen van diploma's of getuigschriften waaruit blijkt dat onderwijs in de tweede taal is gevolgd, hetzij door het slagen voor een examen over de grondige kennis van die taal.

Volgens het nieuw artikel 7, § 1, worden geacht een grondige kennis van de taal te bezitten, "zij die houder zijn van het diploma van middelbaar onderwijs van de hogere graad of van middelbaar normaal onderwijs in die taal gevolgd".

Deze bepaling ontbeert de duidelijkheid, die in zulk een zaak niet kan worden gemist, en is overigens niet in de juiste bewoordingen gesteld. Na middelbare studies kunnen, al naar gelang van de onderwezen vakken, verschillende getuigschriften worden uitgereikt. Neemt men genoegen met een eenvoudig getuigschrift afgegeven door de instelling waar de middelbare studies van de hogere graad zijn gedaan, of verstaat men onder diploma van middel-

.../...

baar onderwijs van de hogere graad een van de verschillende getuigschriften van middelbaar onderwijs, gehomologeerd, aanvaard of uitgereikt door de door de Koning samengestelde commissie, overeenkomstig de wetgeving betreffende het toekennen van de academische graden of overeenkomstig het koninklijk besluit van 5 Mei 1953 houdende de voorwaarden in zake toelating tot de examens van candidaat in de handelswetenschappen en het organiek reglement voor de commissie belast met het aanvaarden van de getuigschriften van moderne humaniora (economische afdeling) en met het afnemen van de voorbereidende proef tot de candidatuur in de handelswetenschappen ?

Wat het middelbaar normaalonderwijs betreft : moet men houder zijn van het diploma van geaggregeerd leraar van het lager secundair onderwijs of kan men volstaan met het bezit van het diploma van aspirant-geaggregeerd leraar, afgegeven aan degenen die met goed gevolg het examen voor overgang van het eerste naar het tweede studiejaar hebben afgelegd ?

Dit alles zou duidelijk moeten worden gezegd.

.../...

Ook is de vraag gewettigd, of het niet in de bedoeling van de Regering ligt, als hebbende een grondige kennis van de andere taal te beschouwen de houders van diploma's en getuigschriften van hoger onderwijs, uitgereikt door de universiteiten, door de met universiteiten gelijkgestelde instellingen of door de van Regeringswege aangestelde examencommissies. Het gebeurt immers dat studenten bij hun overgang naar het hoger onderwijs van taalregime veranderen. In bevestigend geval behoeft § 1 van artikel 7 te worden aangevuld. Bovendien zou de vereiste duur van deze studies moeten worden aangegeven.

Voor § 2 stelt de Raad van State enkele vormwijzigingen voor, die in de volgende tekst zijn opgenomen :

" § 2. Het in § 1, 4°, genoemde examen over de grondige kennis van de tweede taal wordt afgelegd :

1° hetzij bij het eindexamen aan de Koninklijke Militaire School (afdeling "Alle Wapens"), bij het examen voor overgang naar de Applicatieschool ("polytechnische" afdeling van de Koninklijke Militaire School), bij het eindexamen voor de benoeming tot de graad van onderluitenant, marine-aspirant of aspirant-technicus langs het kader, of bij het examen over de bekwaamheid voor de benoeming tot de graad van onderluitenant van de gezondheidsdienst, de dierenartsenijdienst of van onderluitenant kapelmeester ;

2° hetzij tijdens de loopbaan van de officier.

Dit examen omvat :

1° drie schriftelijke gedeelten :

.../...

a) ontleding van een tekst uit het werk van een van de hedendaagse schrijvers die op het leerplan van de eerste klasse der koninklijke athenea met het betrokken taalstelsel voorkomen;

b) samenvatting van een voorgelezen tekst;

c) vertaling van een in de andere landstaal gestelde tekst.

2° Twee mondelinge gedeelten :

a) een uiteenzetting van dertig minuten over een bepaald onderwerp met inachtneming van de specialisatie van de candidaat, na een uur voorbereiding, gedurende welke hij over een in de taal van het examen gestelde documentatie beschikt;

b) een gesprek van dertig minuten, eerst met betrekking tot de door hem gedane uiteenzetting en vervolgens tot een tekst welke de candidaat luidop zal gelezen hebben.

Ieder examengedeelte heeft hetzelfde waardecoëfficient. Aan het examen wordt voldaan door de candidaten die ten minste twee vijfde der punten voor elk examengedeelte en de helft van de punten voor het geheel behalen ".

+

+ +

In de tegenwoordige tekst luidt artikel 31 van de wet van 30 juli 1938 als volgt :

.../...

"Artikel 31. Niemand kan tot vast of tijdelijk examinator aan de Koninklijke Militaire School worden benoemd, zo hij niet door zijn diploma of door een bij koninklijk besluit in te richten examen doet blijken van zijn grondige kennis der taal in dewelke de recipiëndi moeten ondervraagd worden ".

Artikel 12 van het ontwerp wil om de in de memorie van toelichting opgegeven reden, uit dat artikel de woorden "bij koninklijk besluit in te richten" schrappen; daar de inrichting van het examen over de grondige kennis van de tweede landstaal in artikel 8 van het ontwerp is geregeld, wordt het inderdaad overbodig in de wet een bepaling te behouden, waarbij de Koning met die opdracht wordt belast. Dit artikel zou nauwkeuriger opgesteld zijn zo de woorden "door zijn diploma of door een bij koninklijk besluit in te richten examen" vervangen werden door een verwijzing naar het nieuw artikel 7 der wet (artikel 8 van het ontwerp).

Deze redenering zou evenwel moeten leiden tot een wijziging van artikel 11 van de wet van 30 juli 1938.

Luidens dat artikel "kan niemand tot studiedirecteur, professor, docent of studie-inspecteur aan de Koninklijke Militaire School worden aangewezen, zo hij niet, door een examen of door zijn diploma's, het bewijs geleverd heeft dat hij de taal van de door hem bestuurde afdeling of van de door hem gegeven cursus grondig kent".

Dit artikel is altijd zo opgevat, dat het de Koning opdraagt, het aldaar voorgeschreven examen in te richten; de Koning heeft laatst van deze bevoegdheid gebruik gemaakt door het uitvaardigen van het koninklijk besluit van 5 Augustus 1954.

.../...

Daar ook voor dit examen voortaan de regeling van artikel 8 van het ontwerp geldt, ware het raadzaam, artikel 11 van de wet van 30 Juli 1938 zo te wijzigen, dat de impliciete wijziging die dat artikel ondergaat, uitdrukkelijk wordt.

Om daartoe te komen, kan na artikel 9 van het ontwerp een als volgt gesteld artikel worden ingevoegd :

"Artikel 10. Artikel 11 van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 11.

Niemand kan als studie-directeur, professor, docent of studie-inspecteur aan de Koninklijke Militaire School worden aangewezen, zo hij niet op de in artikel 7 voorgeschreven wijze het bewijs geleverd heeft, dat hij de taal van de door hem bestuurde afdeling of van de door hem gegeven cursus grondig kent.

De inrichting van laboratoria, musea en leermiddelen der school is tweetalig."

In het nieuw artikel 31 dat het ontwerp in de wet van 1938 zal invoegen, is, zoals in het te vervangen artikel, alleen sprake van de examinatoren van de Koninklijke Militaire School.

Op grond van een vaste interpretatie, die steunt op de parlementaire voorbereiding van de wet van 1938 (cf. Kamer der Volksvertegenwoordigers, Annalen, zitting van 29 Juni 1938, p. 2089), is dat artikel op elk lid van een examencommissie toegepast (zie inzonderheid het koninklijk besluit van 5 Augustus 1954).

.../...

Het ware aangewezen de kans van het ontwerp te benutten om in het toepassingsgebied van artikel 31 ook de leden van examencommissies in het algemeen te betrekken.

De volgende tekst zou daarin voorzien :

"Artikel 31.

Niemand kan tot vast of tijdelijk examinator aan de Koninklijke Militaire School of tot lid van een examencommissie worden benoemd zo hij niet op de in artikel 7 voorgeschreven wijze het bewijs geleverd heeft dat hij doet blijken van zijn grondige kennis der taal waarin de recipiëndi moeten ondervraagd worden".

\+

\+ \+

Artikel 14 van het ontwerp stelt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 2, 2°, 6 en 9 van het ontwerp op de 1e Januari van het tweede kalenderjaar volgend op dat waarin deze wet is afgekondigd.

De Raad van State vraagt zich af of de term "afgekondigd" de bedoeling van de Regering wel juist weergeeft.

Volgens de memorie van toelichting zou men veeleer de bekendmaking van de wet op het oog hebben. In dat geval dient de tekst te worden aangepast.

\+

\+ \+

Tenslotte ware de nummering van de artikelen 10 tot 14 van het ontwerp te herzien, indien gevolg wordt gegeven aan de hiervoren gegeven wenk om na artikel 9 een artikel tot vervanging van artikel 11 van de wet van 30 Juli 1938 in te voegen.

La chambre était composée de

Messieurs : F.LEPAGE, conseiller d'Etat, président
J.COYETTE, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN,
P.COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
P.ANSIAUX,
G.PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : F.LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter
J.COYETTE, raadsheren van State,
G.VAN BUNNEN,
P.COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving,
P.ANSIAUX,
G.PIQUET, adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F.LEPAGE.